

## [Texte]

Therefore, be it resolved that the Board of the Canadian Cattlemen's Association endorse and publicize the following positions:

(a) That CCA believes in a strong national beef industry based on national policies.

(b) That CCA is opposed to any kind of supply management in the beef industry and to policies that will lead the industry into the need for supply controls.

(c) That CCA favours policies that will:

1. encourage increased exports of beef and cattle and,
2. not interfere in U.S.-Canada trade.

(d) That CCA favours development of a national stabilization program and the ultimate harmonization of provincial price support programs.

Further be it resolved that CCA seek provincial support for this position and a major program across Canada to publicize this position.

This was carried by our board of directors, as indicated, over three years ago.

The other is some history also. Moving to page 3 of the brief, some of the statements stating our position, we certainly endorse this program whole-heartedly. I do not think I will dwell much on that.

On page 4 make note of the adjustments for high cost versus low cost regions. Most cattlemen, if not virtually all cattlemen, have been less concerned about the level of support than about the inequitable level of support enjoyed in neighbouring provinces. Most, if not all, merely hope that the rules can once again be uniform across the nation.

This is one of our strong points. We see balkanization within provinces across this great country of ours and we feel that we are a trading nation and if we are going to trade—I do not like the word “freely”; I like the word “fairly” better—if we are going to trade fairly with our partners and mainly trade with our closest partner, which is the U.S.A., then we have to have uniform programs in Canada to do this.

On page 5 we make references to . . . Ontario and Alberta appear through with waiting and will shortly embark on bipartite programs. Certainly both my home province of Ontario and the Province of Alberta, which produces 40% of the cattle in Canada, have been very patient in waiting for a tripartite stabilization program at the national level, and if this does not come to bear at this time then both these provinces are going to go their separate ways and come in with a bipartite and we will have more balkanization. Really this creates a mini-EEC market within Canada, and basically this is what we are trying to get away from.

## [Traduction]

programme de contrôle national de l'approvisionnement fondé sur les actions traditionnelles du marché,

Il est résolu que le Conseil de l'Association canadienne des éleveurs de bovins appuie et fasse connaître les positions suivantes:

(a) Que la l'ACEB croit en une industrie nationale vigoureuse du boeuf fondée sur des politiques nationales.

(b) Que la l'ACEB s'oppose à toute forme de gestion de l'offre dans l'industrie du boeuf, ainsi qu'aux politiques qui y entraîneront, de toute nécessité, des contrôles de l'offre.

(c) Que l'ACEB favorise des politiques qui:

1. encourageront l'exportation accrue de boeuf et de bétail et,
2. ne nuiront pas au commerce entre le Canada et les États-Unis.

(d) Que l'ACEB favorise l'élaboration d'un programme national de stabilisation et l'harmonisation éventuelle des programmes provinciaux de soutien des prix.

De plus, qu'il soit résolu que l'ACEB demande aux provinces d'appuyer sa position et de créer un programme pancanadien important pour promouvoir cette position.

Ces résolutions ont été adoptées par notre conseil de direction il y a plus de trois ans, comme je l'ai dit.

La page suivante présente également un peu d'historique. À la page 3 du mémoire figurent certaines de nos déclarations où nous appuyons sans réserve ce programme. Je ne m'attarderai pas trop sur cette question.

À la page 4, nous soulignons la question des ajustements en fonction des disparités régionales en matière de coût. La plupart des éleveurs, sinon tous, s'inquiètent moins du niveau de l'aide obtenue que du traitement préférentiel dont bénéficient les provinces avoisinantes. La plupart sinon tous espèrent qu'une fois pour toutes les règles seront uniformisées partout au pays.

Nous insistons beaucoup sur cette question. Nous constatons que dans notre merveilleux pays, il y a balkanisation des provinces. Or nous nous percevons comme une nation commerçante qui, pour avoir des échanges, je répugne à employer le mot «libre», je lui préfère «équitables», commerciaux équitables avec ses associés, et principalement ses clients les plus rapprochés, c'est-à-dire les États-Unis, doit instaurer des programmes uniformes partout au Canada.

À la page 5 nous parlons de . . . l'Ontario et l'Alberta en ont diné d'attendre et elles lanceront bientôt des programmes bipartites. Il est certain que ma province d'origine qui est l'Ontario, ainsi que l'Alberta qui produit 40 p. 100 du bétail au Canada, ont attendu très patiemment l'établissement au niveau national de programmes tripartites de stabilisation; si cela ne se produit pas maintenant, ces provinces vont partir de leur côté et mettre en place un programme bipartite ce qui aggravera la balkanisation. Cela crée au sein du Canada une mini CEE, ce qui est essentiellement ce que nous voulons éviter.